

247 rue Saint Jacques
75005 Paris

Tél. : +(33) 1 56 81 10 25

Fax : +(33) 1 56 81 10 26

redaction@levisiteur.com

colloque international
« Le territoire dans tous ses états »

les 13 et 14 novembre 2009

Yves Pedrazzini
LASUR, Ecole polytechnique fédérale de Lausanne

violences urbaines, violence de l'urbanisation et urbanisme de la peur :
dialectique destructive de l'environnement construit

Article

(Mexico, 3 novembre 2009 – 25'300 signes)

1. INCERTITUDE DES VILLES.....	2
2. CERTITUDE DE LA VIOLENCE	4
3. VERS UN URBANISME DE LA PEUR.....	5
4. L'ESPACE (L'ENNEMI) PUBLIC.....	6
5. DES PROJETS POUR DES ENVIRONNEMENTS DETRUIES.....	8
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	8



Au même titre que sa construction, il est nécessaire de penser la destruction de la ville, notamment les multiples occasions que « la violence » a d'intervenir dans la production de l'espace, à tel point qu'il convient de parler désormais de violence de l'urbanisation, et non plus des violences dites urbaines, violences symboliques, violences aussi des chantiers.

1. INCERTITUDE DES VILLES

Un sentiment d'insécurité semble affecter tous les habitants, riches ou pauvres, des villes. Il a un impact direct sur la transformation de l'espace urbain. La sécurité individuelle et collective est devenue une préoccupation majeure au Sud comme au Nord et la lutte contre les responsables désignés de « l'insécurité » est une priorité politique autant qu'un marché attractif pour l'industrie privée. Le contrôle de la situation échappe cependant à tous les acteurs, car mille situations particulières composent l'horizon de la violence dont la compréhension et la maîtrise sont chaque jour plus difficiles. Pour répondre efficacement aux principes de la sécurité individuelle et collective ne restent plus que des stratégies sécuritaires. Mais pour qu'elles soient efficaces, il faut d'abord d'identifier l'ennemi. Aujourd'hui, c'est presque toujours le pauvre (le plus souvent le *jeune pauvre*). Du fait des stratégies sécuritaires, le sentiment d'insécurité -peut-être légitime- amplifie la distance à l'Autre, au pauvre, au *méchant*, et multiplie à l'infini la figure de l'ennemi.

Ces représentations idéologiques influencent les politiques publiques, non seulement de sécurité et de police, mais aussi les politiques de la ville. Ce sont les territoires de l'ennemi, devenu adversaire spatial, qui sont perçus comme une menace générale. Pour y répondre, un système de lois est en train de légitimer l'usage sécuritaire de nombre de nouvelles technologies dont la globalisation est à l'œuvre et qui fabriquent du territoire en détruisant du quartier pauvre. Les pratiques d'aménagement urbain visent à solutionner physiquement les problèmes et le sentiment d'insécurité urbaine. La

violence et l'(in)sécurité sont aujourd'hui à l'origine d'une transformation radicale des villes et des usages de leurs habitants, et d'un renforcement des fragmentations spatiales et sociales. Ceci se passe en Europe, dans les Amériques, en Afrique et en Asie.

L'analyse des (nouveaux ?) rapports entre violence et ville mène pourtant à une révision critique des orientations politiques, sociales, économiques et environnementales des sociétés urbaines, entendons par là une mise en cause radicale des principes de ségrégation et de séparation qui gouvernent aujourd'hui leur évolution, à Paris comme à Delhi ou à Rio. Le rôle structurant de la violence dans l'urbanisation est indéniable, mais il serait faux d'en rester là. A partir de la question de la violence doivent être posées toutes les autres questions cruciales concernant le développement urbain. Le territoire se transforme en fonction du repérage des lieux violents et des opérations menées pour faire de ces lieux d'insécurité des endroits *sûrs*. Cette sécurisation sera inscrite durablement dans la matière du territoire et le transformera en profondeur.

La sécurité du territoire se substitue à la planification urbaine, avec l'appui d'un nombre grandissant d'acteurs sociaux et des forces de police. Comment en sommes-nous arrivés à accepter de telles solutions à nos problèmes de violence (certes bien réels) et d'insécurité (largement construits) ? Comment, en l'espace de quelques décennies, avons-nous pu oublier la ville conviviale et laisser que s'érige la « ville carcérale » (Davis 1997 :229-232) ?

Cette « dialectique négative » sécurité/urbanité trouve son origine dans la croissance urbaine et ses conséquences sur l'impossible contrôle du territoire. La ville, en grandissant rapidement, semble échapper aux lois de la planification. Elle n'est plus vue que comme un magma chaotique. Ses dynamiques marquées par l'imprévisibilité, elle est d'une espèce que l'on peine à *fixer* et l'échec de la planification moderne -non pas à cause d'un manque de moyens économiques ou de connaissances techniques, mais du manque de réalisme de la « culture de la planification », incapable de penser la non linéarité de la ville, de tenir compte de sa progressive complexification, ni même de voir son incertitude- panique plus d'un humain. La planification tirait des traits nets quand le principe de leur dessin était une errance autour de formes mobiles. Elle était sûre de ses objectifs, quand aucun but n'est jamais plus sûrement atteint que quand il n'a pas été visé. La planification était l'instrument le plus sophistiqué et le principe théorique le plus abouti de l'urbanisation. Et voilà qu'elle échoue. Cet échec de la planification urbaine - spécialement en Afrique et en Amérique Latine, continents victimes de la barbarie (post-)coloniale- a des conséquences graves pour les habitants exclus du « plan directeur ». La planification, depuis trois siècles au moins, est l'une des expressions les plus fortes de la *violence de l'urbanisation* -violence symbolique et réelle que l'environnement urbain, par sa forme et sa matière et ce qu'elles détruisent, exerce sur ces habitants (Pedrazzini 2005). Elle en est à la fois l'instrument le plus sophistiqué et le principe théorique le plus abouti. Quand elle parvient à ses fins, elle est une violence d'ordre et d'aménagement ; quand elle échoue, que par exemple les moyens nécessaires à son application tendent à se restreindre, la planification est une violence de désordre et de *déménagement* : tout bouge, glisse, disparaît. Est détruit. Rien ne se passe plus comme prévu.

L'évidence d'échecs fameux (villes nouvelles en Inde, en Algérie, en Chine, Roumanie, Russie, pour ne pas parler de l'ensemble des pays d'Europe dans les années 1960 et 1970) aurait dû mettre en cause le procédé sans entraîner de conflits majeurs. Les dimensions négatives du processus une fois identifiées, on aurait posé la question des liens fondamentaux entre le caractère violent de la planification, son projet foncièrement diviseur et la violence de certains habitants de tels espaces qui est l'aboutissement malheureux de ce processus. Ainsi située dans le contexte vaste de l'urbanisation du

monde (donc de la globalisation, processus violent et meurtrier qui le détermine en grande partie), la violence de ces habitants pourrait être comprise comme une réaction à l'incertitude consécutive de la « fin » de l'illusion planificatrice : la violence gagne les hommes incertains de leur sort et de leur devenir spatial.

Appliqué à l'échelle d'un immense territoire et par quelques millions de personnes dont les faits et gestes n'ont plus le temps de devenir habituels ou quotidiens, ce principe d'incertitude pilote les grandes métropoles du Sud, en est le moteur. La globalisation les a changées à une telle vitesse qu'elles n'ont répondu que dans l'urgence et l'improvisation aux effets concrets qui affectaient son développement, dans le domaine de la sécurité également. L'incertitude découlant de la vitesse des changements globaux n'a pu être réduite que dans quelques secteurs particuliers (transports, alimentation, médecine...), mais pas toujours de façon durable. L'impression qu'ont alors donnée les gouvernements locaux de courir après la globalisation de l'économie libérale sans parvenir à jamais l'attraper a fondé *l'hypothèse du chaos urbain*. La ville telle que nous la fabriquons aujourd'hui n'est pas forcément celle dans laquelle on espère que nos enfants auront du plaisir à vivre. Mais dans le Sud, la ville est une catastrophe qui n'arrive jamais tout à fait. Comme toute chose aujourd'hui, elle n'a rien de sûr.

2. CERTITUDE DE LA VIOLENCE

Le caractère imprévisible du processus d'urbanisation, spécialement dans les pays les plus pauvres, fait que personne, professionnel ou profane, n'est plus en mesure de proposer une vue d'ensemble de la situation. En ce 21^{ème} siècle débutant, les faits ont périmé l'expertise des planificateurs du 20^{ème} siècle pratiquement sur tous les plans. Le Plan directeur/urbain destiné à soumettre le territoire réel à l'espace rêvé a longtemps figuré parmi les techniques de mise à l'ordre les plus vénérées. Mais après la destruction du mur de Berlin et le temps que d'autres murs s'élèvent à l'intérieur des pays et des villes (Jerusalem, mais aussi les *gated communities*, complexes résidentiels de luxe surveillés et supposés à l'abri du danger, qui poussent dans toutes les villes des Amériques), l'indéfinition des territorialités a signifié une perte de contrôle généralisée. Les sociétés urbaines ont y répondu par un désir irrépressible de sécurité qui, dans un monde déboussolé, masquait un désir de certitude. On s'est alors aperçu que ce désir pouvait mener les hommes à vouloir n'importe quelle certitude, même celle de la violence de l'urbanisation et de la planification.

Ceci a une implication fondamentale pour ce que nous considérons, il y a encore une dizaine d'années (avant le 11 septembre 2001, pour donner une date), comme notre ultime vérité : la Démocratie. Aujourd'hui, voilà que la ville inclusive et les méthodes de planification démocratiques sont menacées par la sécurisation anti-démocratique de l'espace public. Au nom de la sécurité, la démocratie est en quelque sorte suspendue dans ses aspects spatiaux et territoriaux (Zizek 2005 :158). Une division tacite s'opère entre quartiers sûrs et quartiers dangereux, c'est-à-dire les zones à contrôler, à sécuriser ou à exclure. Les projets urbains peuvent alors servir à rassurer les habitants des villes en rationalisant les ségrégations spatiales. L'urbanisme est une idéologie militaire –il l'était déjà lors de la fondation des villes coloniales-, il opère en attribuant à chacun une place qu'on le prierait de ne pas quitter. Aux lieux eux-mêmes, on va demander de ne pas changer sans autorisation, c'est-à-dire sans planification. Personne ne bouge et personne ne sera blessé ! La passion des politiques pour l'emprisonnement des pauvres vient de leur volonté de réduire à rien le potentiel d'imprévisibilité des lieux périphériques. Situés hors des territoires bénéficiaires de la globalisation, bidonvilles et autres quartiers précaires sont condamnés à voir déferler sur eux les forces –armées- de la « certitude », du Plan, de la programmation qui procède à la grande Séparation

spatiale : on fragmente à tour de bras, en encerclant et en isolant chaque morceau du territoire. L'urbanisation fragmentaire devait permettre de contourner les groupes sociaux, le but étant de tenir le rocher de la pauvreté à l'écart des autres îles de l'archipel. Mais cela n'a pas fonctionné.

L'inquiétude se mue en incertitude globale et la réponse de la globalisation est d'imposer à l'ensemble du monde son modèle de sécurité maximale, incluant des lois, un catalogue d'architecture d'intérieur pour pénitenciers privés et une philosophie politique de répression des populations à risques. « L'emprisonnement est la forme ultime de la contrainte spatiale » (Bauman 1999 :161), elle est donc la violence de l'urbanisation radicalisée dans ses expressions spatiales et sociales, la violence de la globalisation une nouvelle fois urbanisée. Le modèle urbanistico-carcéral qui prévaut aujourd'hui dans la plupart des pays qui ont les moyens de sécuriser leurs territoires ne mène pas seulement ces pays à la ruine sociale et politique. Le coût astronomique des constructions « sûres » -et nous mettons dans cette catégorie aussi bien les prisons de haute sécurité que les *gated communities* et les centres commerciaux- ruinerait aussi les villes, leur économie comme leur environnement. La construction sécuritaire se fait au détriment de la gestion équitable -donc durable- du territoire.

Une nouvelle « angoisse » découle de cet *insoutenable* développement urbain des inégalités et affecte tout habitant des villes où qu'il réside : la fragmentation sociale et spatiale, l'éclatement, la dispersion, l'explosion de ses territoires désormais partout écartelés entre zones riches et zones pauvres et de plus en plus offerts aux privés par l'Etat décomposé.

3. VERS UN URBANISME DE LA PEUR

A l'origine de cette affaire, à une époque où les rapports entre architecture, espace et ordre découlaient de choix raisonnés, l'urbanisme répondait à un souci d'organisation et à des questions d'équilibre esthétique. Bien évidemment, hors les lieux où se débattaient ces questions, dans les faubourgs, puis les banlieues, au-delà du périphérique enfin, d'autres questions se posaient, mais on y répondait vite et mal et les rapports entre architecture, espace et ordre -social notamment- étaient éludés.

Quand vers 1790, le philosophe anglais Jeremy Bentham propose son projet de *Panopticon*, on peut penser que ce sont, une fois encore, de « simples » questions d'architecture qui sont posées et justifient des choix raisonnés d'aménagement (carcéral tout de même, il ne s'agit pas de jardins anglais). Mais très vite, on comprend que ce qui se joue, c'est l'avènement, bientôt la structuration, des *sociétés de contrôle* repérées par Gilles Deleuze en 1990 -deux siècles ont passé- et enfin de nos sociétés post-démocratiques dans lesquelles la sécurité est devenue la valeur absolue et le mètre étalon à partir duquel on calculera désormais toute avancée de la civilisation.

Depuis 200 ans et plus, l'urbanisme et son outil premier, le projet, participent activement à la sécurisation post-démocratique des villes. Il se peut bien sûr que, comme le proposait Rem Koolhaas en 1995, « l'urbanisme n'existe pas ». On pourrait ajouter que l'urbaniste non plus n'existe pas, pas plus que l'architecte ou le sociologue, le géographe ou l'anthropologue urbains, que seuls existent des villes et ceux qui y habitent, les habitants des villes qui y travaillent aussi en général. Maçons, ferblantiers, serruriers, électriciens, des faiseurs de villes, des animaux de chantiers. Les autres sont des fantômes qui aimeraient construire, mais ne savent plus que déconstruire ou même détruire la ville à force de projets, projets de ville, projets urbains, projets stratégiques. Ils défont le territoire, grâce à une approche critique de la territorialisation. Grâce aussi à leurs préoccupations minuscules, focalisées sur tel ou tel détail (in)signifiant de

l'urbanisation du monde. Les fantômes s'intéressent alors aux égouts, aux transports, aux familles, aux inégalités, aux épidémies -aux violences urbaines, en ce qui concerne « le sociologue que je suis », pour paraphraser Derrida.

Est-ce à dire qu'il faut apprendre à aimer la violence des villes, la violence de son urbanisation ? Mais la violence n'est pas le problème, en fin de compte, quand il ne s'agit pas de terrorisme, de guerres civiles ou, surtout, de génocides. Car ce n'est pas tant la violence des grandes villes qui nous menace que la violence des moyens mis en œuvre pour lutter contre elle, notamment l'ensemble des procédures architecturales et urbanistiques de production de cette « violence contre la violence » qui définit le champ de ce que nous nommons violence de l'urbanisation.. Résultat : pour contrer une insécurité née en des transformations rapides du milieu urbain (et non pas de quelques « guns » agités par des adolescents *crackés* et périphériques comme le suggère la mise en espace d'un certain message médiatique), de nouvelles transformations sont faites sur le plan spatial et sur le plan social, accentuant encore le sentiment d'insécurité générale.

A la globalisation des styles de vie urbains répond celle de certaines formes spatiales. Si ces styles de vie sont déterminés par une globalisation des stratégies sécuritaires, il s'ensuit une globalisation des formes spatiales de la sécurisation, une transformation importante des territoires urbanisés, posant les bases d'un urbanisme de la peur¹, seul à même, croit-on, de contrôler efficacement les métamorphoses territoriales. Mais l'urbanisme sécuritaire n'est pas le produit des seules politiques de la ville. C'est aussi, nous l'avons vu, un marché prometteur. L'insécurité sert tous ceux qui ont investi dans l'architecture défensive, ceux qui ont intérêt à ce que la construction de *villes plus sûres* passe par la transformation sécuritaire de l'espace, à commencer par ce que l'on appelle encore l'espace *public*, et non par l'amélioration des conditions sociales de « l'immense minorité ». La sécurité n'est qu'une histoire extrême de défense de la propriété dans un système libéral.

De fait, la sécurisation du territoire est directement liée à des stratégies immobilières, la police jouant désormais le rôle d'expert en sécurité, mais aussi de promoteur et de maître de l'ouvrage dont l'importance grandit avec celle de la population carcérale. Réciproquement, l'urbanisme contemporain est en majeure partie une activité de police, comme celui d'Hausmann au 19ème siècle à Paris qui visait à permettre un meilleur contrôle des espaces publics (grandes avenues contre ruelles moyenâgeuses et pour faire passer les canons). Aujourd'hui, l'urbanisme est sécuritaire et l'architecture dissuasive ou militaire (architecture de fortifications plus ou moins dissimulées dans le paysage urbain, occupation militaire du sol...). Nous assistons au triomphe de l'esthétique de la menace, à la banalisation de l'urbanisme de la peur, à une mise en scène séductrice de la violence de l'urbanisation qui promet des lendemains totalement apaisés (mais pas très enchanteurs).

4. L'ESPACE (L'ENNEMI) PUBLIC

La cible que visent les nouveaux Hausmann est l'espace public : il faut absolument en « reprendre le contrôle » et, « pour des questions de sécurité », le privatiser, tant il semble que sa publicité soit désormais synonyme de dangerosité. Cette privatisation de l'espace public, approuvée par la majorité d'habitants dont les droits fondamentaux de citoyens et la qualité de vie s'en trouvent pourtant détériorés, équivaut à sa destruction. En lui enlevant son caractère public, on le réduit à une propriété privée dont l'accès est exclusif. Le « repli » quasi militaire des espaces publics à l'intérieur des *malls* -centres

¹ En référence à « l'écologie de la peur » de Mike Davis (1998).

commerciaux et clubs athlétiques- et leur fortification architecturale et technologique ne peut s'expliquer uniquement par le syndrome du shopping total (Koolhaas 2000). Leur contribution à l'urbanisme de la peur (les projets de l'architecte américain Frank Gehry, par exemple) ne répond pas seulement au désir de tranquillité des clients aisés, elle vient aussi du fait que les *malls* sont des parcs à thème dont le thème est la sécurité, et qui annoncent ce que sera bientôt « la vraie ville ». Des designers réinventent l'espace public urbain, l'apaisant de ses craintes, la climatisant, la peuplant de gentils vendeurs aux dents blanches, d'habits colorés sentant le neuf, l'éloignant du réel. Ils accompagnent ainsi la transformation du citoyen en consommateur.

Les urbanistes de centre commercial qui fabriquent la ville *altermoderne* et post-capitaliste (c'est-à-dire niant les divisions de classes) contribuent sur un mode ludique à la fragmentation territoriale et la mort de l'espace public. Pour imposer cette fragmentation, c'est-à-dire propager la violence de l'urbanisation en l'inscrivant durablement dans le plan urbain, il n'y a pas d'autre solution que de tuer l'espace public. La sécurisation des espaces urbains ne peut se faire sans la privatisation –au bénéfice d'une élite– des rues, avenues, places, tous lieux potentiellement dangereux. La mutation actuelle de « la rue », espace public progressivement déserté au point que le fait d'y déambuler le soir est devenu suspect, est une conséquence de cet enjeu stratégique de privatisation. Sa disparition en tant que lieu de pouvoir (populaire vs. militaire) est programmée, elle s'inscrit dans une perspective globale de défense de la ville par l'urbanisme et l'architecture dans leurs conceptions dissuasives contemporaines.

Mais l'urbanisme sécuritaire n'améliore pas la sécurité de l'ensemble de la ville ou de la région concernées. Elle provoque une dualisation de la sécurité, en tout cas des pratiques sécuritaires, qui répond à une dualisation de la peur et de la violence, peur et violence des classes aisées, peur et violence des pauvres, se scrutant, s'imitant ou s'opposant, de part et d'autre du rideau de fer économique. Elle entraîne la conformation de nouveaux territoires de la ségrégation : plus quelques quartiers sont sécurisés, plus le reste de la ville est « le Bronx »...

Planifiés, urbanisés, construits par les promoteurs de l'urbanisme de la peur, ces territoires n'apparaissent pas par hasard ni n'importe où : ils s'inscrivent dans la dynamique contemporaine de fragmentation, la confortent dans ses intentions premières, la division de la sociétés en groupes antagonistes, la construction d'espaces spécifiques pour chacun de ces groupes, l'équipement obsessionnel en sécurité de ces espaces, le contrôle de tous les individus comme horizon politique, l'immobilité sociale comme style de vie. La sécurisation de la vie collective, des espaces *du* public et des mouvements individuels est un projet de société contemporain. La sécurité est une stratégie qui vise à maintenir l'écart entre les classes sociales, au même titre que les murs qui se dressent entre l'abondance des uns et le dénuement des autres. Tant du point de vue spatial que social, la privatisation sécuritaire des espaces publics et la sécurisation des habitats des riches à l'aide de hautes technologies et des pauvres à l'aide de tessons de bouteilles renforcent la cartographie de la ségrégation urbaine et aboutissent à une « planification stratégique » paranoïaque, dont les excès d'un urbanisme dissuasif voire répressif ou encore les succès publics et privés des architectures « policières » ou « militarisées » ne sont que quelques unes des expressions (Davis 1997 : 203-235). Bienvenue à Paranoid Park.

L'urbanisme, depuis toujours « technique même de la séparation » (Debord 1967 :112) est aujourd'hui un service d'ordre. Comment interpréter ces projets de villes sans rue qui se multiplient, sinon comme une tentative pour ne plus laisser d'espace de mobilisation aux gens, les forcer à rester chez eux, isolés ? Et ces quartiers pauvres, écartés à dessein

des beaux quartiers ? C'est la fonction de séparation de l'urbanisme contemporain. Il détruit les villes en favorisant l'éclatement et la dispersion au profit du contrôle.

5. DES PROJETS POUR UN ENVIRONNEMENT DETRUIT

La violence des villes est celle de la planification urbaine comme idéologie libérale – c'est-à-dire capitaliste. Au Nord comme au Sud, les habitants des périphéries répondent parfois violemment aux « projets urbains » opposés à toute volonté de cohésion territoriale et imposant la fragmentation spatiale et la division sociale comme modèles. Menée sans état d'âme, cette politique de la ville est contestée par des acteurs sans grande capacité d'organisation. Ce n'est pas une surprise : cela fait des décennies que le pouvoir les réduit à d'infimes groupuscules. Mais, même de façon désorganisée, certains résistent. Ils sont cependant poussés par la radicalisation sécuritaire à radicaliser leurs pratiques, stratégies de pauvres, adoptées, souvent dans la violence, comme tactiques d'attaque ou comme tactiques de défense. Ils attaquent alors violemment la violence de l'urbanisation, brûlant des voitures, criant avec colère dans la nuit que les feux illuminent brièvement. Ils ne font en général même plus la une des journaux.

Qualifier de violences urbaines ces tactiques de résistance de populations spatialement reléguées est une ruse de l'Etat. Les réponses que les pouvoirs publics (en accord avec des acteurs privés ayant prouvé leur aptitude à dépecer et ruiner les villes sur le plan formel également) donnent aux « violences urbaines » postulent la responsabilité des victimes de l'urbanisation. Ces réponses consistent à renforcer les barrières architecturales qui défendent les « territoires de paix », les enclaves riches, en les protégeant contre l'« horizon de violence » des exclus. Les communautés fermées sont à la mode, un urbanisme de la peur spatialise un mépris des pauvres, désormais criminalisés et parqués. Les villes sont des archipels d'îlots sécurisés et hantés par la peur de l'Autre, la peur des lieux de l'Autre. Le lien social est pris dans les *malls*, imitation triste et clinquante des anciens espaces publics dont on craint de préserver la publicité. L'incertitude essentielle de la ville moderne a entraîné son hyper sécurisation, des architectes et des urbanistes pensent comme des gendarmes. Il s'agit du projet urbain de notre temps.

Pourtant, quelque part entre une favela de Rio et une cité écossaise, se joue peut-être le sort de la civilisation urbaine. Tentée par la déterritorialisation, l'élite de la nation pense à déguerpir loin du réel. Pendant ce temps, emprisonnés par la réalité urbaine, des millions de gens pas plus méchants que les autres se tirent dessus, font exploser leur ceinture de plastic, mais creusent aussi des puits dans le sable, construisent des maisons, tracent des rues dans des quartiers qui n'existent pas encore. La ville, en fin de compte, leur appartient, quoi que les urbanistes puissent penser de leur pouvoir.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Bauman Z. (1999), *Le coût humain de la mondialisation*, Paris : Hachette.

Bentham J. (1787), *Le panoptique*, réédition en 2002, Paris : Mille-et-une-Nuits

Davis M. (1998), *Contrôle urbain, l'écologie de la peur*, in: [Ab irato](http://abirato.free.fr), site net: <http://abirato.free.fr>, France.

Davis M., 1997, *City of Quartz : Los Angeles, capitale du futur*, Paris : La Découverte.

Debord G. (1967), *La société du spectacle*, Paris : Buchet / Chastel.

Deleuze G. (1990), « Post-scriptum sur les sociétés de contrôle », in: *L'Autre Journal* no. 1, Paris, mai.

Koolhaas R. et al. (2000), *Mutations*, Barcelone : Actar et Arc en Rêve Centre d'Architecture.

Koolhaas R. et al. (1995), *S M X L*, New York : Monacelli Press.

Zizek S. (2005), *Bienvenue dans le désert du réel*, Paris : Flammarion.